IL ÉTAIT HIER À BOUMERDÈS

Moussa Touati «trahi pas ses élus»

Moussa Touati, le chef du FNA (Front national algérien), a rameuté ses troupes de plusieurs wilayas du centre du pays lesquelles ont convergé vers la salle de l'ex-INH de Boumerdès. Selon Touati, cette rencontre, qui vise la préparation des élections législatives, est une conférence régionale du centre du pays.

Dans la réalité, ce n'est qu'un meeting dont l'assistance est majoritairement venue d'autres wilayas. Dans son intervention, Touati a commencé par fustiger les représentants du FNA dans toutes les institutions élues.

Il les accuse de courir pour leurs intérêts personnels. «Ils se plient en deux pour solliciter une audience au ministre ou au wali non pas pour défendre les intérêts du peuple mais pour demander des privilèges et faire des affaires.» Au sortir de ce meeting, nous l'avons questionné à ce sujet. Il dira à ce propos «le problème sera discuté avec les présidents de wilaya et les membres du Conseil national du parti. Les élus ne seront pas reconduits. Ils n'ont pas donné satisfaction». Précisant, en outre, que les élus du FNA qui sont minoritaires sont influencés par ceux d'une majorité illégitime. Touati compte participer aux prochaines scrutins électoraux en dépit, selon lui, de l'argent sale qui sera injecté dans la compagne électorale et l'achat des voix. Ironisant sur ce volet, il lancera à la foule «les ministres commencent à sortir leur argent. Avec ce qu'ils ont, ils ont les moyens d'acheter tout le Parlement.»

A ce sujet, il interpelle le ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales au sujet du taux de participation acquis par le passé, lui permettant de poser les candidatures sans recourir à la collecte de signatures.

«Nous avons réalisé lors des dernières élections 4,9% au niveau national. Mais dans 9 wilayas, nous n'avons pas ce taux dès lors, nous demandons des éclaircissements», dira-t-il. Lors de ce meeting, Touati a fait le tour d'horizon de l'actualité du pays. Il n'a pas raté l'occasion de fustiger le régime en place accusé de tous les maux, notamment ceux qui se rapportent à la corruption et la mauvaise gestion.

Photo : Samir Sid.

Moussa Touati.

Abachi L.

TAYEB ZITOUNI À PARTIR D'ORAN :

«Il faut respecter les moudjahidine»

Durant la visite menée hier par le ministre des Moudjahidine dans la wilaya d'Oran, il était beaucoup question d'insister sur le respect des moudjahidine. «Leur valeur est inébranlable et ils bénéficieront toujours de la plus haute considération. Pourquoi se préoccuper de l'avis de l'homme lorsque vous êtes glorifiés dans le Coran par Dieu ?», dira Tayeb Zitouni.

Amel Bentolba - Oran (Le Soir) - Durant son discours prononcé au siège de l'Organisation nationale des moudjahidine, le ministre a tenté de rassurer les présents qui étaient quelque peu toujours remontés contre ce qu'ils qualifient d'atteinte à leur dignité par l'ex-wali de Skikda qui leur aurait manqué de respect. Sans pour autant revenir sur le sujet, l'intervenant s'est contenté de les couvrir d'éloges quant à la haute considération dont ils jouissent et la reconnaissance de l'Etat et du peuple et le respect envers leurs sacrifices.

Photo : Samir Sid.

Tayeb Zitouni.

A ce sujet, il rappellera les efforts menés par son ministère pour mettre un terme à la bureaucratie qui entrave les démarches administratives des moudjahidine et des ayants droit. Tayeb Zitouni a mis en garde contre les menaces qui pèsent sur l'Algérie en raison de sa stabilité et de sa prospérité, le ministre dira qu'à ce jour, la France n'a pas digéré son échec colonial. «Et les Français eux-mêmes ont ce complexe de la défaite», dit-il.

Durant sa visite, le ministre s'est rendu sur le site du projet de réalisation d'un musée de la mémoire qui devrait être constitué d'une vingtaine de salles, chacune sera réservée à une thématique : les archives, les projections, les photos, les témoignages…Après une virée au musée du journal *Djoumhouria*, le ministre a déclaré à la presse que concernant la demande des enfants de chouhada de se constituer en une organisation propre à eux, il dira : «S'ils ont réellement cette volonté, ils devront dans ce cas présenter un dossier auprès des services du ministère de l'Intérieur.»

Les questions récurrentes ont une nouvelle fois été abordées par le ministre qui affirme qu'il existe des contacts avec la partie française pour récupérer les crânes des chouhada déposés au musée de Paris ainsi que les ossements de tous les chouhada, et d'autres dossiers dont celui des archives nationales détenues par la France.

Sans oublier les indemnisations relatives aux tests nucléaires dans le Sud algérien et les disparus durant la guerre de Libération, dont l'Algérie ne cessera de revendiquer réparation, a ajouté le ministre.

A. B.

PRÉSIDENTIELLES EN FRANCE

L'Algérie observe la primaire socialiste

Suite de la page Une

La plaie est restée béante et s'est accentuée avec la position on ne peut plus constante des socialistes sur la cause palestinienne défendue plus par la droite que par la gauche. Mieux encore, les socialistes au pouvoir sont d'un appui inconsidéré et incompréhensible du voisin marocain dans sa persistance à le conforter à poursuivre sa colonisation du Sahara occidental.

Par ailleurs, alors que notre pays traversait les pires années de terrorisme islamiste, non seulement celui-ci n'était pas condamné par les dirigeants socialistes de l'époque mais, mieux encore, dans des relents de France-Afrique, on condamnait le pouvoir algérien qui a interrompu le processus électoral qui amenait au pouvoir les islamistes au nom de la sacro-sainte démocratie française.

Tout cela, naturellement, participe du renforcement de la méfiance qu'ont accumulée les Algériens vis-à-vis du parti socialiste.

Méfiance et ressentiment ne visent toutefois pas tous les socialistes, les Algériens n'oublient pas que les porteurs de valises étaient en partie des socialistes et que dans la relation entre les deux pays, beaucoup de responsables continuent à exprimer des positions contraires à celles de leur parti. Dans la confrontation de ce soir, les deux candidats se réclament tous deux du parti socialiste. Aujourd'hui, et on le vérifie tous les jours, il n'y a plus un seul parti socialiste.

Chacun des deux candidats de ce soir véhicule des lignes politiques qui se sont avérées très divergentes. Sur les discriminations qui minent depuis quelques années la société française, alors que Valls veut généraliser la méthode du testing aux entreprises (envoi de CV fictifs qui, pour repérer les entreprises qui discriminent, Hamon propose une véritable brigade de service public contre les discriminations.

Quant à la laïcité, Hamon l'envisage comme un compromis, comme c'est le cas aujourd'hui au Canada, pour ne pas faire que la laïcité soit utilisée contre les musulmans de France.

A cette manière d'envisager une laïcité faite d'accommodements, Valls oppose une laïcité stricte, ferme, celle qui n'enferme pas les femmes et celle qui s'accompagne par la dénonciation d'un «islamisme mortifère, rétrograde». Sur l'économie, alors que Valls avance prudemment et ne propose aucune mesure révolutionnaire, Hamon s'est distingué par la proposition phare d'un revenu universel.

Photo : DR

Benoît Hamon et Manuel Valls.

C'est sur ce point comme sur celui de l'euthanasie et du cannabis que Hamon propose de légaliser que Valls appuie son argumentaire pour dire que le programme de son adversaire est peu crédible et peu réalisable. Ce soir, les socialistes qui auront voté auront répondu à beaucoup de questions : d'abord le taux de participation, s'il était aussi peu important que dimanche dernier, pourrait dire que beaucoup de voix de gauche ne croient ni en l'un ni en l'autre des deux concurrents et qu'ils réservent peut-être leur choix aux deux autres candidats de gauche qui n'ont pas pris part aux primaires.

Quel que soit le candidat vainqueur de cette primaire, il devra se positionner d'abord vis-à-vis des deux qui n'y ont pas pris part – Macron et Melenchon – ou demander à ces derniers de le rallier, ce qui est moins sûr.

Il devra, par ailleurs, affronter notamment François Fillon, le candidat de la droite, quelque peu embourbé ces dernières heures dans une affaire judiciaire, et Marine Le Pen, la candidate de l'extrême-droite gonflée ces derniers mois par la montée en puissance des extrêmes en Europe et aux Etats-Unis.

Quel que soit le résultat de ce soir, les Algériens seront en attente. Peut-être que la victoire de Hamon mettra un peu d'espoir dans la communauté installée en France. L'on a vu ces dernières heures des internautes exhumer un tweet de 2009 où Hamon, qui échangeait sur le foot, disait «1.2.3 viva l'Algérie». C'est dire le penchant des citoyens.

Quant aux officiels algériens, ils ne diront rien pour l'instant. L'on observera, toutefois, l'accueil qui sera fait à Macron puisqu'il serait du voyage à Alger à la mi-février. Beaucoup n'oublieront toutefois pas que ce candidat a réservé sa 1re visite au Maroc, accompagné dans son voyage par la sénatrice franco-algérienne, Bariza Khiari.

Khedidja Baba-Ahmed